

L'italien est menacé dans les Grisons

VOTATION Le canton trilingue votera ce dimanche sur une initiative prônant une seule langue étrangère à l'école primaire. Ce qui exclurait la langue du sud

Après six autres cantons, les Grisons votent dimanche sur une initiative populaire promouvant une seule langue étrangère à l'école. Actuellement, les élèves italophones et romanches du seul canton trilingue apprennent l'allemand en troisième année, tandis que leurs camarades germanophones choisissent entre le romanche et l'italien. En cinquième année, l'anglais est enseigné à tous. Si l'initiative est acceptée, les Latins seront privés de l'anglais au primaire et les germanophones de l'italien et du romanche.

Le comité d'initiative souhaite miser davantage sur la langue maternelle et les mathématiques. A l'origine du projet, Jöri Luzi, enseignant dans le district de Prätigau (au nord du canton), fait valoir l'«amour pour les enfants, surchargés, voire pénalisés» par le poids que représente l'apprentissage de deux langues étran-

gères au primaire. «Il faudrait penser davantage à l'intérêt des élèves qu'à celui de la politique.»

Jöri Luzi n'est pas contre le multilinguisme, au contraire. «Je suis favorable au maintien et à la culture du trilinguisme dans les Grisons, c'est pour cela que je soutiens l'enseignement de l'italien au deuxième cycle pour tous, à un âge où la motivation pour l'apprendre est beaucoup plus grande», explique-t-il, ajoutant qu'il a pu observer que plusieurs politiciens n'ont pas le courage de soutenir publiquement leur opinion.

Le français n'est pas en jeu

De fait, la majorité des députés s'oppose à son initiative et le gouvernement recommande son rejet. «Aucun parti et aucun politique de taille ne l'appuient», souligne Giuseppe Falbo, secrétaire général de Pro Grigioni italiano. Si c'était oui dimanche, les Grisons seraient les premiers à éliminer une deuxième langue étrangère. Des initiatives similaires ont déjà été rejetées à Nidwald (61,7%), Saint-Gall (69,6%), Lucerne (57,6%), Zurich (60,8%)

et Bâle-Campagne (67,7%). En Thurgovie, c'est le parlement qui a repoussé un projet du genre avec 62 voix contre 60. «Dans 22 cantons, les élèves de l'école primaire apprennent deux langues étrangères, pourquoi ici ce serait problématique?» Contrairement à ce qui se passe dans d'autres cantons alémaniques, le français n'est pas en jeu dans les Grisons: il a d'ores et déjà le statut de langue facultative proposée au secondaire.

«Si le oui l'emporte, ce sera une déconfiture pour la Confédération, qui dépense beaucoup d'argent dans les Grisons pour la promotion de l'italien», considère Giuseppe Falbo. Selon lui, l'initiative

«Si le oui à l'initiative l'emporte, ce sera une déconfiture pour la Confédération»

GIUSEPPE FALBO,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE PRO GRIGIONI ITALIANO

a pour véritable motif une volonté de marginaliser la minorité italophone. Il souligne que celle-ci, représentant 12% de la population (les romanchophones en constituent 14%), est très mal représentée dans l'administration et les institutions publiques.

Députée indépendante au Grand Conseil grison, Nicoletta Noi-Togni craint fort que l'initiative passe la rampe grâce au vote germanophone. «Cela créerait une grande disparité entre les enfants au niveau cantonal. Au deuxième cycle, les étudiants des communes italophones seraient désavantagés et souffriraient d'une carence au niveau de l'anglais par rapport à ceux des régions germanophones.» Cette initiative nie les droits des minorités culturelles, estime-t-elle. «C'est pour nous une véritable claque.»

«Une ignorance désarmante de notre histoire»

Si l'initiative gagne, l'école sera de nouveau chamboulée, les livres et les enseignements devront être changés, avec des frais supplémentaires pour les

communes, ajoute celle qui est aussi maire de San Vittore. L'argument de la surcharge des enfants est à ses yeux sans fondement, alors que cette initiative «donne à voir en réalité beaucoup d'individualisme, d'égoïsme et une ignorance désarmante de l'histoire du canton et du pays».

Le conseiller national Marco Chiesa (TI/UDC), vice-président de l'organisation Helvetia Latina, doute en revanche que l'initiative soit acceptée. «Il me semble important de faire prévaloir nos langues nationales et cantonales», souligne-t-il, attaché à faire passer le message selon lequel le plurilinguisme officiel en Suisse est une grande richesse culturelle. «L'identité et la cohésion nationales dépendent de la protection des minorités linguistiques.»

Déposée en 2013, l'initiative avait été déclarée nulle en 2015 par le gouvernement grison. Puis, elle a été décrétée conforme à la Constitution fédérale en 2016 par le Tribunal administratif et par le Tribunal fédéral l'an dernier. ■
ANDRÉE-MARIE DUSSAULT, LUGANO